



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_031-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le six février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 31 janvier 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Étaient présents : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Christel BOUBERT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD


Excusés : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 février 2023

Envoyé en préfecture le 10/02/2023
Reçu en préfecture le 10/02/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_031-DE

M_DL230206_031

VOEU - MOTION PRESENTEE PAR MONSIEUR AURELIEN LECACHEUR, AU NOM DE LA MAJORITE MUNICIPALE CONTRE LE PROJET DE REFORME DES RETRAITES DU GOUVERNEMENT

Comme de nombreux Maires, adjoints ou conseillers municipaux, conseillers départementaux, parlementaires, élus de villages comme de petites ou plus grandes villes, nous refusons la réforme des retraites que souhaite imposer le gouvernement.

Cette réforme prévoit un report progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, contre 62 actuellement, une accélération de l'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans, ainsi que la disparition des régimes spéciaux.

Ce projet, notamment le report de l'âge autorisant le départ à la retraite, apparaît particulièrement pénalisant pour les femmes, les salariés les plus modestes, les métiers à haute pénibilité.

En tant qu'élus de la République et employeurs publics, nous affirmons le refus de cette réforme injuste et demandons son retrait.

La pénibilité de certains métiers abîme les corps, dans la fonction publique territoriale aussi, et nous refusons à ce titre de voir les agents de nos collectivités travailler plus longtemps. Une étude publiée en décembre dernier par la Caisse des dépôts pour le compte de la CNRACL établissait par exemple que l'espérance de vie à 65 ans des hommes issus des fonctions publiques territoriales et hospitalières était inférieure de 6 mois à la moyenne nationale. Cet écart atteint 2 ans pour les hommes adjoints techniques territoriaux.

Cette réforme risque d'accroître le nombre d'agents devenant physiquement « inaptes » renforçant en premier lieu les problématiques de santé et de qualité de vie pour ces personnes. Pour nos collectivités cela accroîtra également les questions de reclassement que nous connaissons déjà.

Dans le contexte de tensions financières renforcées pour nos budgets locaux, liées à l'explosion des coûts, notamment énergétiques, et contrairement aux engagements pris, le gouvernement envisage de faire augmenter de près de 500 millions d'euros les cotisations sociales des employeurs de la fonction publique territoriale. A l'injustice pour les personnes s'ajouterait une injustice pour nos collectivités territoriales.

Injuste et antisociale, la mesure allongeant l'âge légal de départ à la retraite impliquerait par ailleurs des bouleversements dans la vie associative et démocratique de notre pays, au regard de l'engagement des retraités dans le tissu d'action quotidienne. La retraite active c'est aussi le fait qu'un président d'association sur deux est actuellement à la retraite. Cela est vérifié dans de nombreux aspects de la vie familiale comme de la vie sociale et démocratique locale.

Pour toutes ces raisons, les élus du Conseil municipal de Montivilliers, réunis le 6 février, expriment leur opposition à ces mesures injustes et soutiennent la mobilisation du plus grand nombre contre ce projet de réforme des retraites.

Cette motion sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 26

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 6

Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.